

20260227 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/70080/externalisation-de-lasile--litalie-accelere-les-transferts-de-migrants-vers-lalbanie>

Actualités



Un navire de la marine italienne transporte des migrants vers l'Albanie, dans le cadre d'un accord avec l'Italie en avril 2025. Crédit : Reuters

Externalisation de l'asile : l'Italie accélère les transferts de migrants vers l'Albanie

Par [La rédaction](#)

Ces deux dernières semaines, les autorités italiennes ont augmenté les transferts de migrants vers son centre controversé de Gjader, en Albanie, d'où ils pourront demander l'asile. Ces envois vers l'Albanie interviennent alors que de nouvelles mesures ont été adoptées par le Parlement européen, visant à faciliter le renvoi par les États membres des demandeurs d'asile vers des pays que l'Europe considère comme "sûrs".

Le centre de Gjader, dans le nord de l'Albanie, accueille actuellement quelque 90 migrants, selon une source du ministère italien de l'Intérieur à l'AFP. La structure, construite et financée par l'Italie pour y externaliser les demandes d'asile, est resté largement vide depuis son ouverture en 2024 en raison d'une série de contestations judiciaires.

Mais la situation pourrait changer avec de [nouvelles mesures adoptées définitivement par le Parlement européen](#) en février, visant à faciliter le renvoi par les États membres des demandeurs d'asile vers des pays que l'Europe considère comme "sûrs". Avec le soutien officiel de l'UE, les Vingt-sept sont autorisés à traiter les demandes d'asile dans des "hubs" situés dans des pays tiers. Une aubaine pour l'Italie qui a toujours voulu "sauver" son accord avec l'Albanie.

A lire aussi

[Un rapport épingle les centres de rétention italiens en Albanie](#)

Giorgia Pintus, membre d'une délégation de l'ONG TAI, qui s'occupe des immigrés, et qui a visité le centre cette semaine, a déclaré qu'il y avait eu deux transferts importants au cours des deux dernières semaines.

Une source du ministère a indiqué pour sa part que "le centre a toujours été opérationnel. Le nombre de personnes varie en fonction des besoins".

Des personnes intégrées en Italie transférées en Albanie

Parmi les migrants détenus à Gjader figurent des personnes souffrant de troubles psychologiques et des ressortissants de pays, tels que l'Iran, où le rapatriement est "pratiquement impossible", selon l'ONG.

L'Italie détient également dans le centre des personnes qui s'étaient intégrées dans le pays, mais qui ont perdu leur emploi et, par conséquent, leur permis de séjour, précise l'ONG.

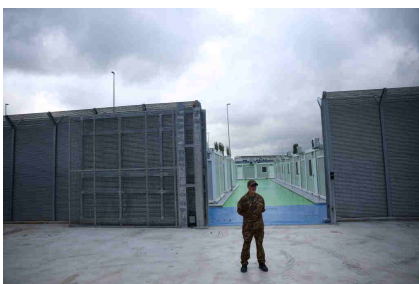


Le centre de Gjader, en Albanie, en avril 2025. Crédit : Ansa

Les exilés détenus dans la structure albanaise ont accès à un seul téléphone et doivent attendre leur tour, "ce qui peut prendre plusieurs jours", tandis que le temps dont elles disposent pour parler à leurs avocats ou à leurs familles est limité, assure Giorgia Pintus.

Parmi les détenus, au moins deux personnes avaient déjà été envoyées en Albanie une première fois, puis renvoyées en Italie, avant d'être à nouveau envoyées à Gjader. L'un d'eux est un Sénégalais dont la femme et les filles vivent à Brescia, dans le nord de l'Italie. Il avait été détenu en Albanie puis libéré pour raisons de santé.

"À son retour en Italie, il a repris son travail de peintre en bâtiment et a réussi à convaincre son employeur de régulariser son statut", a précisé à l'AFP Giorgia Pintus. "Il s'est rendu de son propre chef au poste de police pour entamer les démarches en vue d'obtenir un permis de séjour", mais il a été renvoyé en Albanie, a-t-elle ajouté.



Un militaire italien devant le centre de Gjader, en Albanie, en octobre 2024. Crédit : Reuters

Un autre est un Togolais "qui vit en Italie depuis plus de dix ans, a un casier judiciaire vierge et était ouvrier qualifié chez un mécanicien", travaillant au noir, a poursuivi l'humanitaire. Il a d'abord été transféré en Albanie, mais a été libéré après qu'un tribunal italien ait statué en sa faveur. Il s'est retrouvé de nouveau en Albanie après que le mécanicien a refusé de l'employer légalement.

La délégation de l'ONG a par ailleurs dénoncé "le recours généralisé à des mesures coercitives" pendant le voyage entre l'Italie et l'Albanie. Peu de personnes détenues dans le

centre sont ensuite rapatriées, a affirmé Giorgia Pintus. À l'exception de cinq Egyptiens rapatriés directement depuis Tirana en mai 2025, les rares personnes renvoyées dans leur pays ont d'abord été renvoyées en Italie, selon l'ONG.

132 migrants transférés en un an

Ce coûteux centre est l'un des projets phares de la Première ministre italienne d'extrême droite Giorgia Meloni pour lutter contre l'immigration clandestine.

Au total, et selon [l'accord signé entre Rome et Tirana fin 2023](#), jusqu'à 36 000 migrants, interceptés dans les eaux italiennes, pouvaient être envoyés chaque année dans ce pays des Balkans. Le but de l'Italie : externaliser une partie du processus d'asile pour soulager son pays de l'afflux migratoire.

Mais rapidement, [l'accord s'était heurté à des obstacles juridiques](#), qui ont mis en lumière la contradiction entre cette politique migratoire et le respect des droits fondamentaux.

A lire aussi

[Italie : l'État condamné à dédommager un migrant transféré illégalement en Albanie](#)

Face à ces échecs successifs, [l'Italie avait changé son fusil d'épaule](#). En mars 2025, le Conseil des ministres a adopté un décret-loi permettant de recycler ces structures en... centres de rapatriement pour migrants en situation irrégulière – des centres de rétention (CPR), en somme. En un an, entre octobre 2024 et octobre 2025, [seules 132 personnes ont été emmenées dans les centres albanais](#), dont 32 ont été rapatriées après des décisions de la justice italienne. "Un échec déconcertant", selon le juriste Gianfranco Schiavone.

Nouveau retournement de situation donc avec les textes adoptés en février par le Parlement européen : les centres en Albanie redeviennent des centres de traitement de demandes d'asile.